

Marché de Travaux

Travaux pour le
remplacement complet des
ascenseurs des Bâtiments B
et C du site de Bessières (46
boulevard Bessières, 75017
Paris)

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

E2025BMI10

Date limite de remise des
plis

lundi 1er septembre 2025 à 12 h

1. Objet du marché

■ Acheteur :

Préfecture de Police
1 bis rue de Lutèce
Paris - 75195 Cedex 04

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Travaux pour le remplacement complet des ascenseurs des Bâtiments B et C du site de Bessières (46 boulevard Bessières, 75017 Paris).**

Cette opération doit conduire à une optimisation du service, à une amélioration conséquente de la fiabilité et de la sécurité des équipements et à faciliter la gestion des flux des biens transportés.

Les prestations comprennent tous les travaux effectués en site occupé tels que définis au sein du dossier de consultation des entreprises (DCE), y compris tous les ouvrages et accessoires destinés à la finition complète et parfaite de l'œuvre conformément aux normes en vigueur.

Code CPV	Libellé CPV
45313100-5	Travaux d'installation d'ascenseurs.

■ Caractéristiques principales du contrat :

Type de contrat	Marché de travaux.
Allotissement	Sans objet
Tranche	Sans objet
Lieu d'exécution	46 Boulevard Bessières, 75017 Paris
Délai d'exécution – Durée du marché	<p>Le marché est conclu à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage jusqu'à la fin de la fin de la garantie de parfait achèvement.</p> <p>Le délai d'exécution global du marché est fixé à 9 mois comprenant la période de préparation de chantier de 1 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage.</p>
Nature des prix	Prix global et forfaitaire.

■ Allotissement :

Le marché n'est pas alloti au motif que la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

■ Procédure de passation :

Le marché a été passé en procédure adaptée passé conformément à l'article R.2123-1 du Code de la commande publique.

L'estimation du montant du marché étant inférieure au seuil des procédures formalisées, l'acheteur a choisi de passer le marché selon une procédure adaptée, conformément à l'article R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

■ **Variante(s) obligatoire(s) imposée(s) par l'acheteur :**

L'acheteur public n'impose aucune variante.

■ **Variante(s) à l'initiative des candidats :**

Les variantes à l'initiative des candidats sont interdites.

■ **Option : Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)**

Le marché ne comprend pas d'option type prestations supplémentaires éventuelles.

■ **Réponse et groupement :**

Les opérateurs économiques peuvent se présenter sous forme d'entreprise individuelle ou de groupement conjoint ou solidaire.

En application de l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux opérateurs économiques de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

Sans préjudice du I de l'article L.2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En application de l'article R.2142-22 du Code de la commande publique, l'acheteur impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Le soumissionnaire ne peut pas répondre en tant que titulaire et/ou cotraitant d'un ou plusieurs groupements. Dans le cas contraire, tous les groupements sont éliminés.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 180 Jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

■ **Dossier de consultation :**

Le **Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)** contient les documents suivants :

- Le présent Règlement de la consultation (RC) et ses annexes :
 - Annexe n° 1 au Règlement de la consultation « Modalités de remise des plis » ;
 - Annexe n° 2 au Règlement de la consultation « Cadre de mémoire technique »
 - Annexe n° 3 au Règlement de la consultation « Liste de techniciens » ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - L'annexe n° 1 au Cahier des clauses administratives particulières « Convention EDIFLEX » ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'ensemble des pièces contenues dans le dossier « Pièces Techniques » comprenant notamment un dossier « Pièces écrites » et un le dossier « Pièces graphiques » ;
- La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) » ;
- Le formulaire « Lettre de candidature (DC1) » ;
- Le formulaire « Déclaration du candidat (DC2) » ;
- Le formulaire « Déclaration de sous-traitance (DC4) » ;
- Le certificat de visite.

■ **Visite des lieux ou consultation sur place de documents :**

La visite du site est obligatoire sous peine de rejet de l'offre.

Les candidats peuvent convenir d'un rendez-vous en contactant au plus tard le 14/08/2025 les correspondants suivants :

- madani.merah@interieur.gouv.fr
- sylvain.cetoute@interieur.gouv.fr

Important : le candidat devra joindre les copies recto/verso des pièces d'identité des personnes désignées par l'entreprise lors de sa demande de rendez-vous pour la visite.

Les visites sur site se dérouleront jusqu'au 19/08/2025 inclus exceptés les samedis, dimanches et jours fériés. La date de visite est fixée par l'acheteur. Chaque candidat a droit à une seule visite. Il est vivement recommandé aux candidats d'anticiper la planification de leur visite. La date et l'heure de la visite sont communiquées au candidat à la suite de sa prise de rendez-vous par l'acheteur. Aucun rendez-vous n'est pris par téléphone.

L'opérateur économique est tenu de se présenter à la visite avec le certificat de visite joint au Dossier de consultation des entreprises (DCE). Ce document signé doit être remis dans son l'offre.

Il ne sera répondu à aucune question lors de la visite.

2. Présentation des propositions

■ Modalités de remise des candidatures et des offres :

Les candidatures et offres doivent être adressées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les modalités de remise des plis sont fixées en annexe 1 au présent règlement de consultation.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Le soumissionnaire est tenu de déposer un seul pli sur la plateforme de dématérialisation contenant l'ensemble des documents requis. Il est rappelé que si plusieurs plis sont transmis par un même opérateur économique, seul le dernier reçu dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouvert.

■ Contenu des plis :

A l'appui de leur candidature, les opérateurs économiques doivent fournir :

Document	Descriptif
Chiffre d'affaires	<p>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de la création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.</p> <p>L'opérateur économique doit justifier d'un chiffre d'affaires annuel minimum sur les trois dernières années au moins égal à 500 550,00 euros.</p> <p>En application de l'article 3 de l'ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, le pouvoir adjudicateur ne prendra pas en compte la baisse de chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19.</p>
Déclaration des banques	Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels pertinents.
Déclaration des effectifs moyens	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat).

Document	Descriptif
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat).
Déclaration de sous-traitance (DC4)	Seulement en cas de présentation des capacités professionnelles techniques et financières d'un sous-traitant (DC4 disponible sur https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat).
Pouvoirs	<p>Le document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager la société.</p> <p>Si cette personne est habilitée de droit à engager la société, elle peut fournir : un extrait K bis, les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document.</p> <p>Si elle agit en vertu d'une délégation de pouvoir, elle devra fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société.</p>
Références Travaux	Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques conformément à l'article R.2143-12 du Code de la commande publique, il doit justifier des capacités de ce ou ces derniers en apportant la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du présent marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur économique peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles.

L'opérateur économique n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée obligatoirement des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Le candidat doit obligatoirement remplir l'acte d'engagement rédigé par l'acheteur joint au dossier de consultation des entreprises. Tout acte d'engagement résultant d'un modèle établi par le candidat sera automatiquement rejeté.
Décomposition du Prix Global et Forfaitaire	<p>Le soumissionnaire doit obligatoirement remplir la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) rédigée par l'acheteur jointe au dossier de consultation des entreprises (DCE).</p> <p>Toute DPGF résultant d'un modèle établi par le soumissionnaire ou comportant des modifications sera automatiquement rejetée. La décomposition du prix global et forfaitaire devra être remise au format Excel ou équivalent.</p>
Le cadre de mémoire technique et environnemental (CMTE) renseigné	<p>L'offre technique du candidat doit être établie et rédigée en répondant à l'ensemble des critères d'attribution énoncés au présent règlement de consultation. Pour ce faire, le soumissionnaire devra obligatoirement remplir le cadre de mémoire technique et environnemental (CMTE).</p> <p>Ce document peut être accompagné d'un mémoire technique ad-hoc, sous réserve que ce dernier respecte de manière stricte l'ordonnancement et les intitulés des sous critères figurant dans le Cadre de mémoire technique et environnemental.</p> <p>Cette pièce a pour objet de juger la qualité technique et environnementale de l'offre de l'entreprise. Les renseignements indiqués dans ce document doivent être seulement et strictement liés à l'opération objet de la présente consultation. Ils ne doivent pas être de simples énumérations de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise.</p> <p>Il est attendu du candidat à ce qu'il réponde clairement et exhaustivement à chaque critère et à chaque sous-critère pour permettre d'apprécier au mieux son offre.</p>
Liste de techniciens	Le candidat devra transmettre l'annexe 3 au règlement de la consultation dûment complétée.
Planning prévisionnel	Le candidat devra transmettre un planning détaillé (faisant apparaître les différentes tâches) établi en adéquation avec le délai global de l'opération explicitant l'enchaînement des différentes interventions dans le temps et l'espace afin de réaliser les travaux décrits dans les règles de l'art et les délais impartis en respectant la continuité du service public.
Certificat de visite	Le candidat devra transmettre le certificat de visite dûment complété et signé à l'issue de la visite.

L'absence de l'un ou de plusieurs documents requis dans le cadre de l'offre entraîne l'irrégularité de celle-ci.

3. Jugement des offres

■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures seront analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
Garanties et capacités techniques, professionnelles et financières	Sans objet

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Prix (pondération 45%)	<p>Le critère prix des prestations sera analysé sur la base de la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).</p> <p>Le nombre de points attribué au candidat sera obtenu au moyen de la formule suivante :</p> <p>Note = (Prix solution moins élevée HT / Prix solution analysée HT) ³ X 100</p> <p>(*) Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse.</p> <p>Cette note sur 100 points sera ensuite pondérée à 45% pour obtenir la note finale pour le critère prix.</p>
2. Valeur technique (pondération 50%)	<p>La valeur technique sera notée sur 100 points avec une pondération à 50% en fonction des sous-critères suivants :</p>
2.1 Méthodologie des travaux et planning d'exécution (70 points)	<p>2.1.1 Méthodologie d'exécution des prestations en site occupé (20 points) :</p> <p>Seront pris en compte lors de l'analyse de ce sous-critère :</p> <ul style="list-style-type: none">- La méthodologie d'exécution des prestations pour le remplacement d'appareils de lourdes charges, en site occupé et opérationnel, proposée par le soumissionnaire ;- Les moyens de communication avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage mis en place durant l'exécution des travaux (les moyens de communication entre le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage et le titulaire, le processus d'information et d'alerte du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage en cas de difficultés, les moyens d'alerte utilisés ainsi que le circuit d'alerte envisagé et les délais de mise en œuvre) ;- Le mode opératoire de chaque phase et sous-phase avec intégration des tâches à effectuer.

	<p>2.1.2 Délai global d'exécution (20 points) :</p> <p>Seront pris en compte lors de l'analyse de ce sous-critère le délai d'exécution figurant au planning prévisionnel fourni par le soumissionnaire.</p>
	<p>2.1.3 Planning d'exécution (15 points) :</p> <p>Seront pris en compte lors de l'analyse de ce sous-critère la cohérence et la pertinence du planning proposé.</p>
	<p>2.1.4 Mode opératoire de chaque phase et sous-phase (15 points)</p> <p>Seront pris en compte lors de l'analyse de ce sous-critère le détail de chaque phase et sous-phases, les tâches qui seront effectuées et les différents corps de métiers intervenants dans ces phases.</p>
2.2 Moyens humains dédiés (30 points)	<p>2.2.1 Encadrement technique (études et chantier) (20 points)</p> <p>Seront pris en compte lors de l'analyse de ce sous-critère la qualité de l'encadrement technique pour les études et le chantier (nombre, compétence/qualification et expérience) ainsi que l'organisation mise en place et la capacité globale de l'équipe projet.</p>
	<p>2.2.2 Techniciens et ouvriers (10 points)</p> <p>Seront pris en compte lors de l'analyse de ce sous-critère la qualité de l'organisation mise en place concernant les techniciens/ouvriers affectés au marché (nombre, répartition des tâches, qualifications, expériences) en lien avec les travaux à effectuer.</p>
3. Valeur environnementale (pondération 5%)	<p>La valeur environnementale sera notée sur 100 points avec une pondération à 5%.</p> <p>Seront pris en compte lors de l'analyse de ce critère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les modalités de tri sur chantier ; - Les modalités de stockage ; - Les moyens et fréquences d'évacuation envisagés en décharge ; - Les éléments permettant d'assurer une traçabilité des circuits de mise en décharge ; - La méthodologie et l'organisation relatives à l'élimination, au retraitement et à la valorisation des déchets ainsi que les sites et prestataires d'élimination, de retraitement et de valorisation des déchets.

■ Négociations

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats. En cas de négociation, une (ou plusieurs) phase(s) de négociations aura (ont) lieu dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

A cette occasion, l'acheteur public négociera par voie dématérialisée ou par réunion dans les locaux de la Préfecture de police avec les candidats ayant déposé une offre. L'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

En tout état de cause, en cas de négociation, le candidat s'engage sur les réponses qu'il aura fournies dans le cadre de la négociation.

■ Complément de candidature

En application de l'article R.2144-2 du Code de la commande publique, s'il est constaté que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

■ Régularisation des offres

Les offres irrégulières seront éliminées en application de l'article R.2152-1 du Code de la commande publique.

En application de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit d'autoriser les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, sous réserve qu'elles ne soient pas anormalement basses. Dans ce cas, la régularisation de l'offre ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre. A défaut, elle sera éliminée.

4. Attribution du marché

Le marché sera attribué à l'opérateur économique ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse. En cas d'égalité entre les soumissionnaires à l'issue de l'analyse des offres, l'offre retenue sera celle du soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Pièces à fournir par le candidat retenu	<ul style="list-style-type: none">• Une attestation d'assurance couvrant les prestations objet du marché en cours de validité ;• Un relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP) ;• Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D.8222-5 du Code du travail) :<ul style="list-style-type: none">- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et

Document	Descriptif
	<p>des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ou le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ; - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ; - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription. <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cas où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou Kbis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ; • Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisation sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique). Le soumissionnaire établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine ; • Le cas échéant, le soumissionnaire produit les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail. <p>Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il doit également fournir les certificats de son ou ses sous-traitants.</p>

5. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard le 21/08/2025, une demande sur le profil acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard le 25/08/2025 des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret commercial et industriel ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise, l'est aussi auprès des autres candidats.

Remarque : il est rappelé aux candidats qu'en cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, le candidat n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse e-mail erronée ou n'a pas communiqué d'adresse électronique ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Il est précisé aux candidats que les réponses et précisions apportées par l'acheteur dans le cadre de la consultation ont une valeur contractuelle lorsqu'elles portent sur les pièces contractuelles telles qu'elles sont énoncées au CCAP.

En cours de procédure, les échanges d'information par mail ou par voie téléphonique sont interdits. Toute demande effectuée en dehors du profil d'acheteur ne sera pas prise en compte.

■ **Voies et délais de recours :**

Tribunal Administratif de Paris
7, rue de Jouy
Paris 75004
Téléphone : 01 44 59 44 00
Site internet : greffe.ta-paris@juradm.fr

■ **Organe chargé des procédures de médiation :**

Le Médiateur des entreprises
98-102, rue de Richelieu
75002 PARIS
Téléphone : 01 53 17 89 92
Site internet : www.mediateur-des-entreprises.fr